



JANVIER 2015 - JANVIER 2018 : 3 ANS DÉJÀ !

# Nous sommes toujours citoyens, libres...

En trois ans, pas un mois qui passe sans qu'une nouvelle polémique n'éclate autour des Unes et/ou des dessins de *Charlie Hebdo*. Nous finissons par nous poser la question : la société et une partie de ses élites sont-elles vraiment capables de comprendre la satire ? Une explication s'impose.

Par Aline Le Bail Kremer  
(avec Mohamed Sifaoui)

**E**n clamant haut et fort sur le fronton d'une nouvelle publication comme la nôtre « Nous sommes Charlie, Juif, policier... », ce n'est pas pour inscrire ce périodique dans le registre des magazines à polémiques – il restera un lieu de partage des connaissances et de débats sans éviter aucun sujet – mais surtout pour permettre au lecteur d'identifier, en toute transparence, son ADN idéologique et, par prolongement, sa ligne éditoriale.

Théoriquement, si une partie de notre société n'était pas atteinte de ces maux qui provoquent le délitement social et la rupture des liens, nous n'aurions nul besoin – la chose a déjà été précisée en d'autres lieux – de s'essayer à convoquer une quelconque logique aristotélicienne pour expliquer ce qui est de l'ordre du civisme, de la décence, de la démocratie et enfin de l'humanité. Pour capter le sens réel de « Nous sommes... ou... Je suis Charlie, Juif, policier... » il n'y avait aucune obligation de sortir des grandes écoles. En somme, la compréhension de l'expression était vraiment à la portée de tout le monde.

Qu'on se le dise tout de suite, contrairement à une idée largement défendue par des esprits étriqués et par des derviches tourneurs de la rhétorique pro-islamiste, cette phrase n'a jamais été synonyme d'adhésion pleine et entière, inconditionnelle et totale à la ligne éditoriale de l'hebdomadaire satirique. Elle n'engageait personne à contracter un abonnement longue durée ni même à esquisser un sourire devant une caricature blasphématoire. On

Aline Le Bail Kremer est journaliste et coordinatrice de la rédaction. Elle est également responsable des contenus numériques.



peut même – c'est un droit – détester le journal, son contenu, ne jamais l'acheter, n'apprécier ni les rédacteurs ni les dessinateurs et, en même temps, clamer, haut et fort « Je suis Charlie ! ».

L'expression, lancée spontanément par un directeur artistique d'une revue culturelle, est apparue sur les réseaux sociaux, quelques heures après la tuerie du 7 janvier était donc une paraphrase de la célèbre « Je suis berinois » de J. F. Kennedy, voire surtout du « Nous sommes tous Américains », lancé par Jean-Marie Colombani, alors patron du *Monde*, le lendemain des attentats du 11-Septembre. De partage en partage, avec l'effet catalyseur des réseaux sociaux et le coup de pouce d'une journaliste de LCI, le visuel échappe à tout contrôle et devient international. « Je suis Charlie » devient le mot d'ordre de solidarité et d'empathie d'anonymes, de personnalités, de journalistes, de politiques. « Simple et puissant » écrit *Le Monde*, qui lui consacre à l'époque l'un des premiers papiers.

Une énième tentative de pédagogie nous amène donc à rappeler tout simplement que trois ans après le drame, le « Je suis Charlie » comme, avant lui, le



DECRYPTAGE

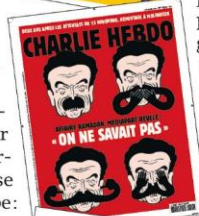
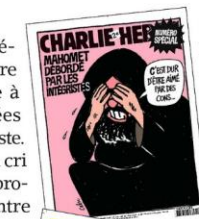


JANVIER 2015 - JANVIER 2018 : 3 ANS DÉJÀ !

# Charlie, Juifs, policiers,

« Nous sommes tous des Américains » n'est rien d'autre qu'une empathie exprimée à l'égard de victimes, happées lâchement par l'hydre terroriste. C'est probablement aussi un cri de révolte et un cri du cœur, produit par notre humanité contre une injustice. Or, le journaliste victime du terrorisme subit une injustice, tout comme le policier, le citoyen Juif tué parce que Juif, les femmes et les hommes... Bref, « Nous sommes toutes les victimes de la barbarie », car notre humanité devrait nous inciter à nous identifier à celles et ceux qui meurent, parce que condamnés par une pensée totalitaire.

Et de ce point de vue, personne ne se laissera duper quant à la manière d'interpréter les rhétoriques qui se veulent sophistiquées du type: « Je condamne les attentats, mais je ne suis pas Charlie ». Option choisie notamment par le fumeux islamiste Tariq Ramadan et reprise en chœur par nombre de ses adeptes. Comment croire en la sincérité de ceux qui expliquent qu'ils condamneraient les attentats sans avoir la moindre compassion pour les victimes? Ils disent réprouver l'acte, mais ne laissent transparaître ni empathie ni bienveillance à l'égard des victimes au prétexte que, de leur vivant, ils n'avaient que des désaccords avec elles. Soit! Ceci pour Charlie. Qu'en est-il alors pour les autres victimes? La policière



ou les Juifs? Les pourfendeurs de « Je suis Charlie », n'ont pas encore clarifié ce mystère. D'autant qu'ils ne semblent pas avoir de différent particulier avec les victimes de l'Hyper-Cacher ou celle de Montrouge.

L'autre mensonge consiste à clamer, haut et fort, à le répéter jusqu'à le croire que les Unes de *Charlie Hebdo* seraient systématiquement dirigées contre les musulmans et que, par conséquent, le journal serait porteur de quelques idées puantes. Quelle drôle d'idée! Ou plus précisément, quelle propagande!

*Charlie Hebdo* n'est rien d'autre qu'un hebdomadaire satirique qui se permet, car la liberté d'expression l'autorise et, le plus souvent, la loi aussi, de faire, par ailleurs de la provocation afin d'inciter à des débats, y compris – car l'esprit démocratique l'accrédite –, sur un ton pamphlétaire ou polémiste. Il est une vieille tradition de moquer les religions – toutes sans exception –, les monarques, les responsables politiques, les artistes, les stars, les figures iconiques, les symboles, les prophètes, les gourous, les maîtres à penser, les religieux, les intellectuels et plus globalement tout ce qui nous terrifie et nous angoisse, des tsunamis aux tremblements de terre, en passant par les crashes d'avions et les maladies. Parce que le droit au blasphème est une réalité, non négociable, et parce que celui-ci n'a jamais été et ne sau-

rait être l'expression d'un quelconque racisme ou d'une quelconque stigmatisation. Le droit de choquer, le droit de méconter et le droit d'être, y compris injuste, irrévérencieux et excessif ne peut être limité que par des règles de droit et donc par les tribunaux. Certainement pas à coups de menaces, d'intimidations. Encore moins à coups de rafales de kalachnikov. Car finalement, à ce jeu des susceptibilités chaque citoyen serait en droit de se dire choquer et de censurer son contemporain. Les adeptes des synagogues, des églises et des mosquées pourraient être choqués – on peut le comprendre – par les dessins de *Charlie Hebdo* au même titre que les lecteurs de l'hebdomadaire satirique seraient en droit de se dire choqués par ce qui se raconte dans les lieux de culte. À la différence, que chez les bigots en général et les extrémistes en particulier, on parle beaucoup plus sérieusement et, surtout, chez les islamistes où les desseins n'ont pas forcément une visée artistique.

En résumé, n'est-ce pas Cabu qui, en février 2006, résumait déjà, en pleine polémique sur les caricatures, ce qu'étaient réellement, en particulier, ceux qui, au nom de l'islam, n'avaient pas la capacité, car défenseur autoproclamé de Mahomet, d'être Charlie? Leur prophète alors débordé par les intégristes se prenant la tête dans les mains et s'écriait: « C'est dur d'être aimé par des cons. » Aujourd'hui, douze ans plus tard, que changer dans cette Une sinon préciser que c'est dur aussi d'être détesté par eux... ●